



THU, 24 MAR 2022

UfM, FAO Supports Morocco's Forest, Landscape Restoration Efforts

The Union for the Mediterranean (UfM) and the United Nations' Food and Agriculture Organization (FAO) are joining forces to promote "intensifying forest and landscape restoration in the Mediterranean," Morocco's state media MAP reported on Friday.

OUTLET	Le Matin (MA)	FREQUENCY	Daily
COUNTRY	Morocco	CIRCULATION	20,215 Daily
LANGUAGE	French	IMPRESSIONS	40,430
SIZE	133.333 cc	AVE	\$830
PAGE	12	SENTIMENT	Neutral
		DISTRIBUTION	Morocco

Programme UfM et FAO

3.423 hectares de terres en dégradation restaurées avec l'appui des acteurs locaux

Avec l'appui de l'UfM et de la FAO, le département des Eaux et forêts du Maroc a pu développer un plan de gestion incluant des approches participatives de renforcement des capacités et des efforts de restauration et de conservation de la biodiversité.

En marge des célébrations de la Journée internationale des forêts, qui a eu lieu le 21 mars, l'attention a été portée sur l'un des projets importants qui visent la protection de la biodiversité au Maroc. Il s'agit du projet de restauration des forêts en Méditerranée initialement mis en œuvre au Maroc par le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UfM) en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et dont la première phase d'implémentation arrive à échéance. Baptisé «Renforcer la restauration des forêts et des paysages pour restaurer la biodiversité et promouvoir des approches communes d'atténuation et d'adaptation en Méditerranée», ce projet offre une opportunité pour le Maroc pour renforcer ces capacités de restauration des forêts et de préservation de la biodiversité.

Valentina Garavaglia, responsable du projet et experte à la FAO, rappelle que le département des Eaux et forêts du Maroc, avec l'appui de la FAO, a pu développer un plan

de gestion incluant des approches participatives de renforcement des capacités et un plan de développement socio-économique, de sorte que la population locale puisse jouer un rôle central dans les efforts de restauration et de conservation pour réhabiliter la forêt de Maâmora. Le plan de gestion prévoit la mise en place de contrats innovateurs avec les communautés locales afin de garantir une compensation pour la perte temporaire de pâturage dans la mise en œuvre des projets de restauration. Cela a conduit au développement de nouvelles chaînes de valeur telles que la récolte de truffes pour fournir des sources de revenus alternatifs aux communautés locales qui dépendent des forêts. Et d'ajouter que les zones dégradées destinées à être restaurées ont été identifiées grâce à une évaluation complète des meilleures pratiques de restauration existantes et à une étude socio-économique pour évaluer l'impact actuel des populations locales sur les principales ressources forestières. «Ce plan de gestion consiste en un essai pilote sur 3.423 hectares de terres désignées à des fins de restauration avec l'implication des acteurs locaux», se félicite la responsable du projet. Jointe par nos soins, Alessandra Sensi, experte environnement et forêt de l'Union pour la Méditerranée, a mis l'accent sur les principales causes de la perte de biodiversité au Maroc. «La dégradation et la perte d'habi-

tats, la surexploitation et les effets négatifs du changement climatique, et le mode inadapté de la gestion des ressources naturelles sont autant de facteurs qui influent sur la perte de biodiversité. Bien évidemment, cela inclut la restauration et la gestion durable des forêts», met-elle en garde sans omettre de mentionner que le Maroc occupe la deuxième place au niveau méditerranéen de la biodiversité, avec plus de 24.000 espèces animales et 7.000 espèces végétales.

Les deux responsables sont unanimes pour dire que les investissements et la finance durable figuraient en bonne place à l'ordre du jour dans les priorités de la région, ainsi que la nécessité d'intensifier les actions concrètes d'adaptation et finalement de renforcer le lien entre les sciences et les décisions politiques. «L'objectif clé aujourd'hui est la transition régionale vers une économie verte et circulaire, mais en mettant l'accent sur les opportunités d'emplois verts pour les jeunes pour un avenir réel durable», recommandent-elles.

Doté d'un budget de 1,8 million d'euros, le projet qui s'étale sur une période de 4 ans représente la composante méditerranéenne d'un projet mondial plus vaste intitulé «L'Accord de Paris en action : montée en puissance de la restauration des forêts et des paysages pour atteindre les contributions déterminées au niveau national». ■ **Najat Mouhssine**